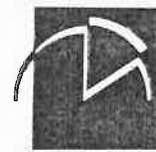


que sur l'appropriation des moyens de productions. Il note finalement que les conflits sociaux permettent le changement social dès lors que leur régulation est pacifiée notamment par l'action des syndicats. C'est en effet l'institutionnalisation des conflits sociaux qui a permis au mouvement ouvrier d'obtenir des avancées significatives en 1936 lors des accords de Matignon signés par le Front Populaire.

Par la suite, Hinglehart décrit le passage d'une société matérialiste, centrée sur son niveau de vie, vers une société post-matérialiste davantage axée sur son mode de vie. La hausse globale du niveau de vie induite par la croissance des 30 glorieuses (1945-1973) a ainsi amené de nouvelles revendications à émerger. Alain Touraine qualifie de Nouveaux Mouvements Sociaux (NMS) ces formes larges de conflits sociaux qui visent explicitement au changement de société. Il s'agit par exemple du mouvement de lutte pour les droits des femmes. Les mouvements féministes permirent bien un changement de société puisqu'ils renversèrent la légalité d'alors et favorisèrent l'émancipation des femmes (droit de vote en 1944, compte bancaire en 1965, Interruption volontaire de Grossesse (IVG) dans les années 1970, accès à la contraception...). Pour Alain Touraine, les NMS regroupant de nouveaux enjeux, de nouveaux acteurs (femmes, jeunes) et de nouveaux modes d'actions (à l'image de celles adoptées par des associations de protection de l'environnement et de la nature comme Greenpeace ou L214) produisent la société.



INSEE
INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES

CONCOURS externe de contrôleurs

ANNÉE 2021

INDIQUEZ VOTRE NUMÉRO DE CANDIDAT

N°

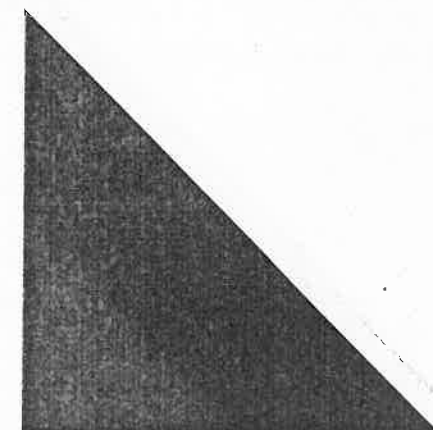
Note et appréciations du correcteur :

17,75

N.B. - Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque pouvant indiquer la provenance de la copie

IMPRIMERIE NATIONALE

0 026276 1



ÉPREUVE

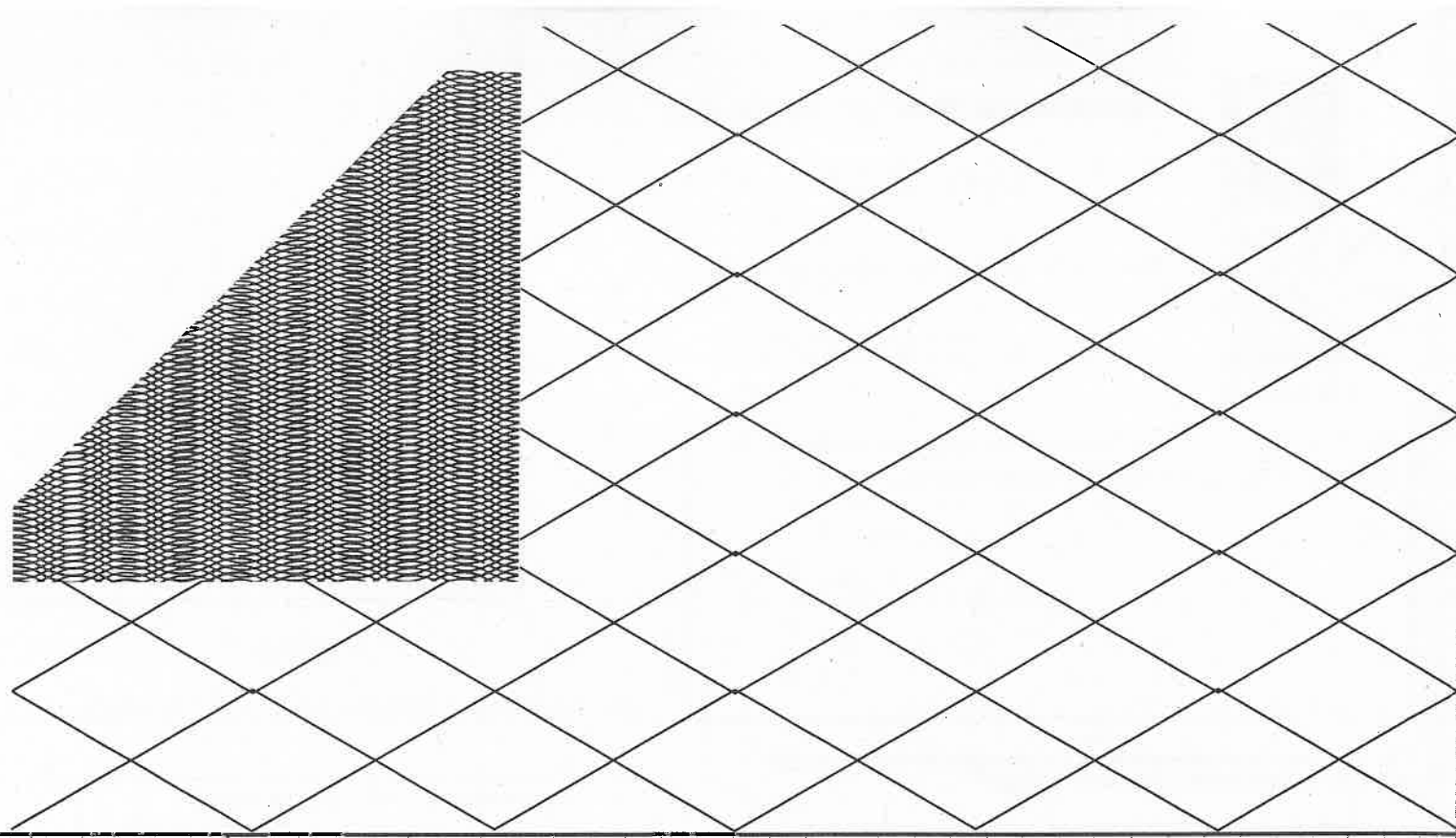
de Sciences économiques et sociales

NOMBRE D'INTERCALAIRES : 4

Question 4 :

D'après Karl Marx, ¹l'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes ¹(Manifeste du Parti communiste, 1848). Marx voit donc dans les conflits sociaux, c'est-à-dire dans l'opposition antagoniste de groupes sociaux, tant pour des objets réalistes qu'idéalistes, le moteur de l'histoire. Les conflits sociaux permettraient dès lors le changement social, c'est-à-dire la modification des normes et des valeurs structurant la société. Pourtant, les conflits sociaux sont aussi a priori une forme de résistance au changement comme en témoignent les slogans d'opposition scandés lors des manifestations. Aussi, on peut s'interroger sur les effets contradictoires des conflits sociaux sur le changement social.

Nous venons que si les conflits sociaux manifestent souvent une volonté de freiner le changement social, ils peuvent aussi à l'inverse produire ce dernier.



Une part importante des conflits sociaux sont liés aux conflits du travail. Or, ceux-ci sont souvent l'expression d'une forme de résistance aux modifications des conditions de travail. Dès le début du XIX^e siècle, les ouvriers du secteur textile ont pu ainsi s'opposer au processus de modernisation de leur industrie en détruisant les machines censées les remplacer tant en Angleterre (Luddisme) qu'en France (révolte des canuts de Lyon). De nos jours les ouvriers s'opposent aussi aux modifications de l'organisation du travail menaçant leur existence. Certains luttent, parfois violemment (séquestration de directeurs, mise à sac de bâtiments administratifs, incendie...) pour s'opposer aux délocalisations dont ils sont victimes à l'image des ouvriers du secteur des pneumatiques durant les années 2010 (Goodyear, Continental et plus récemment Bridgestone à Béthune). La même volonté de résistance aux changements sociaux s'exprime à travers

le conflit ayant opposés les taxis aux chauffeurs de VTC au milieu des années 2010.

Outre les conflits du travail, d'autres conflits sociaux ayant pour objet la défense d'un modèle de société illustrent aussi une forme de résistance au changement social. Il peut s'agir par exemple de protéger certains acquis sociaux. L'opposition aux réformes des retraites successives a ainsi amené des millions de personnes à manifester leur opposition dans les rues. Toujours en France, le mouvement de "la manif pour tous" exprime aussi une volonté de s'opposer au changement social. Il s'agissait durant les années 2010 pour ses membres de s'opposer au mariage des personnes homosexuelles. Aux Etats-Unis, les mouvements NIMBY (Not In My Back Yard, pas dans mon jardin) témoignent aussi de la volonté de s'opposer aux "dégâts du progrès" : éolienne, pesticides, urbanisation...

Si les conflits sociaux manifestent le plus visiblement leur opposition au changement social, il n'en reste pas moins qu'une partie d'entre-eux vise, ainsi que Marx l'identifiait au XIX^e siècle, le changement social.

Ralf Dahrendorf nuance toutefois l'analyse de Marx. Si selon lui les conflits sociaux permettent bien le changement social, ils n'imposent pas nécessairement un rapport fondamentalement conflictuel ni de transformations révolutionnaires de la société. De plus, selon Dahrendorf, l'objet du conflit porte davantage sur le rapport au pouvoir

Au final, les conflits sociaux, notamment ceux du travail mais aussi d'autres axés sur la défense de certaines valeurs sont a priori souvent une forme de résistance au changement social. Cependant, l'émergence de revendications post-matérialistes, favorisée par la hausse du niveau de vie, conduit aussi à ce que nombre de conflits sociaux visent au contraire à favoriser le changement social. Ces deux types de conflits sociaux, aux effets contradictoires sur le changement social, cohabitent dans notre société. Toutefois, la question de l'encadrement institutionnel des conflits reste prégnante. Est-ce ce qui a manqué au mouvement des gilets jaunes de 2018 pour imprimer un réel changement social ?

Question 1:

- 1) La monnaie conjugue les fonctions d'étalon de valeur (unité de compte), de réserve de valeur et permet des échanges entre les agents économiques.
- 2) L'impôt sur le revenu (IR) a comme assiette les revenus primaires des personnes physiques.
L'impôt sur les sociétés a comme assiette les bénéfices des sociétés.
- 3) Les deux composantes de l'augmentation de la population sont l'accroissement naturel de celle-ci et un solde migratoire positif.

4) Pierre Bourdieu est un sociologue, qui s'inscrit dans une démarche holiste, pour qui la transmission d'un triple capital (culturel, économique et social) et d'un habitus de classe explique en grande partie la reproduction sociale observée dans notre société.

5) La branche maladie de la sécurité sociale couvre le risque de maladie à travers le versement d'indemnités journalières aux salariés en arrêt maladie.

La branche famille verse une prime de rentrée aux familles modestes ayant des enfants scolarisés.

La branche vieillesse verse aux retraités une pension

Question 2:

a) Le taux d'obtention du baccalauréat tend à augmenter avec le temps puisque si seulement 46% de l'ensemble de la génération des 45-49 ans est parvenu à obtenir ce diplôme, ce taux est supérieur d'environ 25 points de pourcentage pour la génération des 20-24 ans.

On note cependant que le taux d'obtention du baccalauréat des enfants de cadres ou de professions intermédiaires reste quelle que soit la génération observée supérieur d'au moins 20 points de pourcentage à celui des enfants d'ouvriers ou d'employés.

Ces données mettent donc en évidence plus une manifestation scolaire qu'une démocratisation scolaire.

Question 2 (suite)

b) L'annexe 2 met en évidence l'évolution de la structure de la population active à partir de la nomenclature des Professions et Catégories Socio-professionnelles (PCS) en fonction du niveau de diplôme entre 1990 et 2014.

Il rend compte d'une manifestation sociale importante au sein de toutes les PCS puisque le taux de non diplômé est passé de 42 % en 1990 à 16 % en 2014 au sein de la population active âgée de 25 à 54 ans. Dans le même temps, la part des diplômés du supérieur gagne 12 points de pourcentage.

Toutefois, cette augmentation touche inégalement les différentes PCS. Ce sont les agriculteurs, les ouvriers et les employés qui en bénéficient le plus. Les derniers voient ainsi leur taux de non diplômés au sein des actifs âgés de 25 à 54 ans passer de 49 % à 20 % entre 90 et 2014 et leur taux de diplômés du supérieur progresser de 18 points. Ceci peut aussi témoigner d'une volonté de promotion sociale plus forte au sein de cette PCS.

Les cadres et professions intellectuelles supérieures, déjà majoritairement diplômés en 90 le sont encore plus en 2014.

La notion de déclassement social peut correspondre à un déclassement intragénérationnel lorsqu'on observe pour un individu le passage vers une catégorie sociale inférieure.

Il peut par exemple s'agir d'une reconversion d'un cadre en profession intermédiaire à la suite d'une période de chômage.

Le déclassement social peut être aussi intergénérationnel lorsque la démotion s'effectue pour un enfant par rapport à la PCS de ses parents. Par exemple lorsqu'un fils de cadre devient ouvrier.

c) Les inégalités économiques au sein d'une même PCS s'expliquent d'abord par les inégalités de genre. Les femmes gagnent ainsi près de 20% de moins en moyenne que leur homologue masculin du fait de leur plus grande implication dans la vie de famille (qui entraîne des carrières hachées et davantage de temps partiel) mais aussi du fait de discriminations.

D'autres discriminations touchent aussi certaines minorités ethniques et peuvent expliquer les inégalités économiques au sein d'une même PCS du fait d'un accès inégal à l'emploi.

Enfin, l'existence d'un marché du travail segmenté entre marchés primaires et secondaires explique aussi ces différences. En effet, parfois même au sein d'une même profession, il cohabite des salariés en CDI, protégés par les syndicats bénéficiant de salaires et de promotions avantageuses (insiders) et des salariés aux formes d'emplois atypiques dans la situation inverse (outsiders).

Question 3:

- a) Le chômage partiel est un dispositif permettant aux entreprises en situation difficile face à une mauvaise conjoncture économique de diminuer le temps de travail de ses salariés et d'autant les salaires associés. Les salariés perçoivent alors une indemnité de la caisse d'allocation chômage qui vient compléter leur manque à gagner.
- c) Dans le cadre de la lutte contre la crise économique liée à la covid 19, le gouvernement a fait bénéficier aux entreprises en difficultés de reports de cotisations sociales. Les mesures d'urgence permettent aux entreprises de conserver leur trésorerie pour payer leurs fournisseurs et leurs salariés et ainsi éviter des dépôts de bilan en séries par effet de contagion et une hausse du chômage.
- b) Depuis mars 2020, le recours au chômage partiel a diminué constamment tant en nombre de salariés concernés (de 7,0 millions à 1,3 millions en août 2020) que de nombre d'heures (de 329 millions à 77 en août) que de montant global (de 3,3 Md€ à 0,8 Md€ en août).

Les entreprises ayant eu recours au chômage partiel sont principalement de petites tailles puisque 2700 000 entreprises de 20 salariés maximum sont concernées en mars 2020. Néanmoins, ce dispositif a aussi concerné

des entreprises de plus grande taille puisque 1200 000 entreprises d'au moins 1000 salariées ont bénéficié du chômage partiel en mars 2020. À l'inverse les entreprises de tailles intermédiaires entre (250 et 999) salariées ont été moins concernées.

En août 2020, les tendances observées sont similaires mais dans des proportions bien inférieures.

Les principaux secteurs concernés par le chômage partiel sont les commerces (1300 000 entreprises en mars), les activités spécialisées (1190 000 en mars), la construction (900 000 entreprises en mars) et enfin l'hébergement et la restauration (850 000 entreprises en mars). À part là d'ailleurs, la construction est moins concernée.